



Centre International des Technologies
de l'Environnement de Tunis

Diffusion **S**élective de l'**I**nformation

ISSN 1737- 5703



Le CITET
VOTRE

partenaire en **Eco-innovations**
et **Technologies Durables**



Croissance Verte & Economie Verte

La croissance verte : entre notion et décision

«... Qu'est ce que croissance verte & économie verte?»

La croissance verte et le concept d'économie verte suscitent de plus en plus d'intérêt auprès des décideurs et des praticiens du développement international. Une série de définitions ont vu le jour sous la houlette de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Ces définitions généralement reconnaissent le fait que les modèles économiques actuels sont trop limités, compte tenu de la persistance de la pauvreté, les inégalités sociales, la pollution et la dégradation de l'environnement, et le défi supplémentaire du changement climatique. De même que pour le concept de développement durable, le modèle de croissance verte appelle à une approche plus holistique qui vise à maximiser les synergies entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, tout en minimisant les arbitrages.

Plusieurs pays africains dont la Tunisie sont en train de développer des initiatives visant à promouvoir des modes de développement plus respectueux de l'environnement.

La croissance verte consiste à maximiser la croissance économique et le développement en évitant d'infliger des pressions non durables sur la qualité et la quantité du capital naturel. Il s'agit aussi de profiter du potentiel de croissance lié à la transition vers une économie verte. (Source: OCDE 2011)

L'économie verte consiste à "améliorer le bien-être social et l'équité en réduisant significativement les risques écologiques et les pénuries de ressources ». Dans son expression la plus simple, une économie verte va être à faible production de carbone, efficace dans l'utilisation de l'énergie et socialement inclusive. (Source: UNEP 2010)

L'économie verte peut être perçue comme une vision alternative de la croissance et du développement qui peut générer de la croissance et améliorer les vies des populations tout en respectant le développement durable. Une économie verte promeut trois facteurs : une économie durable et avancée et un bien-être environnemental et social. (Source: WRI 2010) ...»-

- Source: Note d'information n° 8 : Croissance verte: Perspectives pour l'Afrique et le BAD 21^{ème} siècle.

[Cliquez ici](#)

«... L'économie de la croissance verte

Il est intéressant de noter le décalage entre l'attente suscitée par ces concepts et la manière dont la communauté académique les aborde. Les initiateurs de ces concepts - parmi lesquels le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou la Banque mondiale - sont persuadés que croissance économique et environnement ne sont pas contradictoires, qu'une trajectoire de croissance différente de celles des pays industrialisés est

accessible aux pays en développement, et que les investissements verts doivent être au cœur de la relance à court terme des économies atones. Mais ils se montrent plus prudents sur l'ampleur des gains économiques à long terme - hors réduction des dommages environnementaux - et privilégient les bénéfices en matière de sécurité énergétique, de réduction des risques environnementaux ou d'équité sociale.

Les concepts de croissance verte ou d'économie verte contribuent néanmoins à une rénovation importante de la théorie économique en remettant l'environnement au cœur du fonctionnement des économies. Ces dernières ne sont alors plus seulement le résultat d'une accumulation du travail et du capital, elles dépendent également étroitement du capital naturel disponible : des terres fertiles, un climat stable, des ressources halieutiques, énergétiques, etc. La considération des interactions entre l'économie et l'environnement ouvre des voies de réflexion intéressantes. Ainsi la prise en compte de la raréfaction des ressources naturelles dans un monde où les hommes et les femmes sont de plus en plus nombreux sur le marché du travail, en particulier dans les pays en développement, appelle à envisager une " inversion des raretés " et donc à revoir nos politiques publiques, par exemple en matière fiscale.

Des critiques contradictoires

On peut se montrer déçu par la traduction de cette rénovation théorique dans la sphère politique internationale. Ainsi, le concept d'économie verte s'est retrouvé à l'agenda de la Conférence de Rio+20, organisée par l'ONU en juin 2012, et a subi de nombreuses critiques, parfois contradictoires. Les associations, en particulier celles des pays du Nord, ont attaqué l'économie verte sous deux angles. Il lui est reproché de considérer, dans ses définitions théoriques, la nature comme une ressource économique au même titre que les autres et dont on pourrait compenser la dégradation par plus de travail ou de capital. Cette " substituabilité " conduirait logiquement - c'est leur crainte - à faire de la nature un bien marchand et à laisser le marché fixer la qualité optimale de l'environnement, sans autres considérations éthiques. Autre critique : le tropisme sur la croissance du PIB alors que nombre d'associations doutent de la capacité réelle des économies à respecter les limites naturelles, et ne voient plus la croissance économique comme une condition suffisante, voire nécessaire, à la prospérité des peuples. À l'inverse, des pays du Sud voient dans le concept d'économie verte non pas une ode à la croissance, mais plutôt une tentative des pays riches d'instituer des barrières à leur développement. Ils ne craignent pas le libéralisme extrême qui lui est associé - à tort ou à raison - mais au contraire un certain " protectionnisme vert ", à savoir l'édification de barrières au commerce de biens et services considérés comme polluants et qui sont au cœur de leur régime de croissance. L'économie verte suscite de nombreuses critiques dans ces pays où le poids de la dégradation environnementale sur l'économie et la société est pourtant le plus prégnant (impacts de la pollution sur la santé et des changements climatiques sur leurs maigres ressources en eau, etc.). D'un côté, on critique le caractère libéral et " croissantiste " de l'économie verte, de l'autre son protectionnisme et ses freins au développement économique. Ces attaques sont contradictoires, et révélatrices de malentendus (ou de conflits d'intérêts) : elles éclairent le fait que le débat sur un nouveau modèle de développement plus respectueux de l'environnement ne peut se tenir uniquement au niveau international et doit également dépasser l'aspect qualitatif et abstrait qui l'a caractérisé jusqu'à maintenant. Pour faire de la transition écologique une réalité, chaque pays doit s'approprier tous ces nouveaux concepts et les adapter aux circonstances nationales. Le problème n'est pas de convaincre l'opinion de l'existence d'un autre modèle qui remplit les conditions du contrat social tout en répondant à la contrainte environnementale. Il est plutôt de construire collectivement le chemin de la transition du régime actuel vers cet autre modèle. Pour cela, et afin d'assurer une mise en œuvre efficace et durable de cette transition, le débat préalable et le cadre réglementaire en découlant devraient se développer autour de deux questions principales : la première est celle de l'échelle de pertinence de la croissance verte ; la deuxième concerne sa dimension quantitative et " mesurable ".

La dimension d'échelle

Il est important de penser la transformation de l'économie aux niveaux national et local. Il ne s'agit pas ici d'affirmer que la transition sera alors facile, évidente, mais que ces niveaux d'intervention peuvent permettre de dépasser plus facilement les malentendus qui existent sur la scène internationale. La croissance verte est-elle croissantiste ou un frein à la croissance ? Dans les pays industrialisés, il est possible de discuter de la nature de la croissance et de la manière d'émanciper les systèmes économiques et politiques de l'augmentation continue du PIB. Dans les pays en développement, où la croissance du PIB reste indispensable à la prospérité, le débat sera d'une autre nature. La croissance verte est-elle synonyme de marchandisation ? Si certains pays sont prêts à utiliser des outils de marché pour protéger l'environnement, d'autres préféreront l'instauration de normes ou la gestion collective de ces biens communs. Vaut-il mieux transformer les secteurs électriques à travers le monde avec des marchés carbone ou avec des normes sur la performance CO2 des centrales ? Si la discussion au niveau international est toujours enrichissante, ce n'est pas l'échelle la plus pertinente pour trancher entre ces choix politiques. Les grands discours sur la marchandisation du monde ou sur la supériorité des marchés perdent de leur force quand on passe à la pratique locale d'une problématique environnementale. En replaçant la question à une échelle plus locale, on peut espérer dépasser les malentendus, voire les faux débats, et avancer concrètement sur la voie de la transition écologique.

Repositionner le débat sur la croissance verte ou l'économie verte au niveau de chaque pays et de chaque collectivité locale est donc une nécessité. Mais cela ne sera pas suffisant. Il y a évidemment des arrangements internationaux à trouver sur certains sujets. En rester à un localisme exacerbé serait en fait tout autant voué à l'échec que de se contenter de discours souvent abstraits au sein des arènes internationales. La mondialisation des enjeux environnementaux et de nos sociétés rend indispensable une action intergouvernementale sur de nombreux dossiers. Il s'agit notamment de garantir une " supervision " et une coordination entre différents pays, et même au niveau global, pour s'assurer que la somme des initiatives nationales et locales est capable de fournir l'effort collectif nécessaire. Il s'agit aussi de permettre aux pays en développement de financer la transformation de leurs économies, ce qui pose les acteurs de l'aide au développement en première ligne de la transition vers une croissance verte. Il s'agit, enfin, de repenser collectivement l'avenir de l'industrie verte dans le contexte de mondialisation économique. En effet, la course actuelle aux écotecnologies risque fort de conduire à une impasse si les pays industrialisés ont le sentiment que les efforts financiers qu'ils consentent pour développer et diffuser ces technologies bénéficient in fine aux producteurs des pays à bas coût. C'est la leçon à tirer de la crise de l'industrie solaire européenne, victime de la dépression économique et de la concurrence chinoise. Si la situation était amenée à se répéter dans les secteurs de l'éolien ou des véhicules électriques, les pays industrialisés pourraient-ils cesser de subventionner la R&D et l'utilisation des écotecnologies à grands renforts de milliards d'euros ? Feraient-ils le choix du protectionnisme vert quitte à entrer en conflit ouvert avec les grands pays émergents ? Dans les deux cas, la " course verte " risquerait de se transformer en " immobilisme vert ".

La dimension quantitative

Après la dimension d'échelle, le deuxième défi lié à une mise en œuvre efficace et durable de la transition écologique concerne la dimension quantitative et empirique. Dans son acception la plus répandue, la notion de croissance économique verte implique la réorientation des flux d'investissements vers des " secteurs verts " comme les énergies renouvelables. Les outils d'analyse et de diagnostic capables d'intégrer des critères technico-économiques et environnementaux de la croissance verte dans les choix d'investissements jouent un rôle clé dans l'information sur l'efficacité de ces investissements dans la durée, en termes de

perspectives de croissance stable. Or, si la dimension technico-économique est bien représentée dans les outils quantitatifs dont la littérature économique dispose, et surtout dans les modèles d'équilibre général calculable (EGC), la dimension environnementale est, elle, fortement sous-développée, voire manquante à l'heure actuelle. En fait, ces modèles EGC, supposant que la production repose sur deux facteurs seulement, capital et travail, et qu'à plus d'investissements correspond proportionnellement plus de capital, donnent une valeur implicite constante à l'utilisation de la terre et des ressources (minérales par exemple), sans comptabiliser explicitement les surcoûts liés à leur dégradation, voire à leur épuisement.

D'autre part, les indicateurs de performance économique qui mesurent le succès des investissements dans une dynamique de croissance verte doivent nécessairement considérer toutes les dimensions liées aux variations du stock du capital naturel qui, dans les indicateurs actuels de richesse, sont exclues. Des propositions d'approches alternatives au PIB ont déjà été présentées dans la littérature scientifique ainsi que dans des commissions internationales. Afin d'éviter d'entrer dans les détails d'un débat délicat sur les raisons du succès constant du PIB auprès des médias et certains cercles académiques, et sur les difficultés réelles liées à l'exploitabilité des indicateurs alternatifs dans le contexte de la croissance verte, nous nous limitons à souligner que l'utilisation du PIB comme indicateur de croissance verte est trompeuse : en omettant de prendre en compte le taux de dégradation des ressources, il pourrait mesurer au contraire une croissance non durable. Seuls des outils de mesure fiables permettront de se prononcer sur l'efficacité des politiques et des actions qui sont à l'étude pour les objectifs de croissance verte. Ainsi, peut-être, la " grande incompréhension " cèdera la place à la " grande transition " ...»-

Par: Damien Demailly, Fabio Grazi.

Source: regardssurlaterre.com - [Cliquez ici](#)

AGENDA



Les deux salons ECOMONDO ET KEY ENERGY 2021 sont consacrés au développement durable et aux changements climatiques. Déchets et ressources, assainissement et risque hydrogéologique, bio-économie circulaire, eau : tels sont les secteurs d'Ecomondo. Énergies renouvelables, stockage et génération distribuée, efficacité et villes intelligentes sont les thèmes de Key Energy.

Les deux salons forment un espace d'exposition, qui occupera tout l'Expo Center et constituera le cœur d'Ecomondo et de Key Energy, et proposeront également 150 séminaires et conférences dont beaucoup sont internationaux et en anglais (<https://en.ecomondo.com/events/program/events-schedule?date=2021-10-26>).

Le thème principal d'Ecomondo, le bassin méditerranéen : dans le cadre de l'initiative BlueMed Pilot et avec la participation de la Commission européenne, l'événement illustrera les stratégies de production et de

recyclage des plastiques pour une mer propre et pour la récupération des écosystèmes et des habitats dégénérés. D'autres événements porteront sur le thème de la bioéconomie circulaire proposée par le conseil de la Mission Santé des sols et alimentation pour que 75 % des sols soient sains d'ici 2030, ainsi que des ateliers sur la transformation des déchets plastiques.

Pour Key Energy, la conférence d'ouverture fera la lumière sur les opportunités pour l'Italie liées au PNRR, (Plan national de relance et de résilience), sur les politiques incitatives pour la transition énergétique et l'évaluation de leur impact sur le Système-Nation. En outre, l'événement Africa Green Growth, en collaboration avec ITA-Italian Trade Agency, impliquera des représentants institutionnels et des associations africaines du Kenya et du Rwanda, ainsi que des entreprises italiennes en Afrique subsaharienne et mettra en évidence le rôle futur de l'énergie éolienne dans le mix énergétique du continent africain. Autre sujet : le secteur de l'électricité, au centre des actions européennes de relance de l'économie.

Le Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis (CITET), participera au salon ECOMONDO 2021 à travers un stand dans lequel l'expérience et l'expertise du centre seront exposées en économie circulaire, Énergies renouvelables, traitement des eaux, ...

En outre, et en collaboration avec IEG Expo, l'équipe du CITET avec une délégation de visiteurs professionnels Tunisiens intéressés par les nouvelles technologies de l'environnement sera à RIMINI dans les prochains jours pour ECOMONDO ET Key Energy 2021 .

À PROPOS D'ECOMONDO 2021

Statut : Salon international **Organisation :** Italian Exhibition Group S.p.A **Périodicité :** annuelle **Edition :** 24^e **Dates :** 26-29 octobre 2021

Site Internet : www.ecomondo.com

E-mail : ecomondo@iegexpo.it

Facebook : www.facebook.com/EcomondoRimini ;

Twitter : <http://twitter.com/Ecomondo>;

LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/ecomondo-the-green-technologies-expo/>

Lien vers le programme (<https://iegexpo.mn-ssl.com/nl/link?c=deb1i&d=1d45&h=1nh7ltfnsueher6gst6f2upc0u&i=3o5&iw=1&n=95i&p=H301718942&s=vw&sn=95i>)

Contactez nous



CITET

CITET

Adresse: Boulevard du Leader Yasser Arafat –
1080 – Tunis

Tel: 00216 71 206 482/71 206 647

Fax: 00216 71 206 642

Portail: www.citet.nat.tn



Suivez-nous

[Facebook](#)

Elaboré par

Lobna ZOUAOUI, Ingénieur Data,
Responsable Veille Stratégique et Technologique
& Community manager veille@citet.nat.tn

Vérifié par

Noura KHIARI, Chef du Service Documentation, Information,
Edition et Marketing cdi1@citet.nat.tn

Validé par

Faouzi HAMOUDA, Directeur de la Documentation et de
l'Information cdi@citet.nat.tn

En devenant partenaire du CITET vous êtes automatiquement enregistrés et abonnés à sa documentation. La Direction de Documentation et d'Information (DDI) vous remercie de votre assiduité et recevra avec vif intérêt toute suggestion ou demande d'information de documentation de votre part que vous voudriez bien envoyer à : veille@citet.nat.tn. Pour se désabonner, veuillez envoyer le message suivant « Je désire me désabonner », à la même adresse.